

ÉNERGIE: THÉORIES ET RÉALITÉS

par JACQUES MAIRE (*)

« Les ayatollahs sont dangereux quelles que soient leurs religions »

Les énergéticiens de réseaux ont vécu jusque dans les années 80 dans un monde simple et certain, avec une demande qui progressait de façon relativement paisible et une structure industrielle à base de monopoles et de contrôles par les pouvoirs publics.

Ce système a fonctionné ; il a su évoluer et les usagers, en général, étaient satisfaits, au moins dans la plupart des pays occidentaux.

Une théorie économique cohérente avait été bâtie pour montrer les conditions à respecter pour aller vers l'optimum collectif.

Depuis la fin des années 80, pour différentes raisons, ce beau système a fait l'objet d'assauts victorieux. Cette évolution, reflet de l'ambiance générale sur la supériorité du marché, se plaçait dans une période de relative abondance énergétique.

On a donc cherché à introduire la concurrence partout où c'était possible en supprimant les monopoles, en multipliant les acteurs et en instituant un contrôle « objectif et transparent » sur les monopoles naturels inévitables.

Nous sommes ainsi rentrés dans un monde complexe et incertain avec plus de convictions que de bases théoriques spécifiques à l'énergie distribuée par réseau. L'objectif mis en avant était la baisse des prix qui devait résulter de la concurrence et qui devait être source de compétitivité pour l'ensemble de

l'économie et de bien-être pour la population.

Nous n'entrerons pas dans le débat de savoir si effectivement les consommateurs en ont vu les effets sur les factures, pour nous concentrer sur les dysfonctionnements ou difficultés qui sont apparus et qui tiennent aux caractéristiques particulières qui font des énergies distribuées par réseau des produits non banaux.

C'est en effet un produit :

- vital pour l'électricité et essentiel pour le gaz,
- distribué par un réseau, monopole naturel, que se partagent tous les vendeurs et tous les acheteurs,
- avec une élasticité aux prix quasi nulle au moins à court terme,
- qui nécessite des investissements lourds et fixes,
- qui a une influence forte sur l'environnement,
- qui baigne dans la géopolitique dès lors que les ressources en énergie primaire sont

(*) Directeur Général honoraire de Gaz de France. Président du Conseil scientifique du Conseil français de l'Énergie (le CFE et l'IFE ont fusionné).

éloignées des zones de consommation, et nécessitent des infrastructures traversant souvent plusieurs États et que production et transit apportent finances et puissance,

• etc.

Nous sommes donc loin des conditions théoriques nécessaires pour démontrer que, grâce au marché, l'ensemble des décisions individuelles conduit à l'optimum collectif.

Ce qui fait que loin de pouvoir se dégager et laisser faire le marché, l'État se retrouve avec des questions ou des problèmes nouveaux que la théorie économique n'éclaire qu'imparfaitement.

I. — LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT : LES POUVOIRS PUBLICS EN PREMIÈRE LIGNE

Toute entreprise cherche à éviter pour des raisons commerciales une rupture des livraisons mais si elle faillit ce n'est pas un problème politique. Comme pour tous les aspects de la vie de l'entreprise, c'est une question de balance coût et avantage avec comme priorité la santé financière de l'entreprise. L'équilibre global du marché n'est pas son problème.

Dans l'ancien système le monopole, par délégation explicite ou implicite de l'État, avait la responsabilité globale de l'équilibre du marché et c'était même sa responsabilité première; dans le nouveau système les entreprises vont se banaliser et, même si elles ont le souci quotidien de la continuité de leurs fournitures, l'équilibre global ne sera plus leur souci premier; elles auront changé de « péché mortel ».

Mais le problème, lui, n'est pas banal car il s'agit d'un produit vital et le réseau assure la solidarité de fait: on ne voit pas les clients d'un fournisseur défaillant ne pas tirer sur le réseau.

Le problème est donc collectif et de la responsabilité des pouvoirs publics. De plus, dans le monopole il était traité sans formalisme entre le Gouvernement et les responsables de l'entreprise; du fait de la multiplicité des acteurs et de leurs objectifs, ce ne pourra plus être le cas.

Il faudra définir:

- le niveau des risques admissibles et les localiser,
- les responsabilités de chacun des acteurs,
- les outils de surveillance et de prévision,
- les moyens d'action si l'on sort du schéma prévu.

Toutes ces étapes posent des questions non résolues aujourd'hui, que ce soit sur le plan pratique ou sur le plan opérationnel.

II. — LA VOLATILITÉ DES PRIX EST-ELLE SUPPORTABLE?

La rigidité du système de production et l'inélasticité de la demande conduisent à une grande volatilité sur les prix. C'est même un record toutes catégories. De nombreuses études ont été faites sur la façon de se couvrir avec des marchés à terme ou des produits dérivés, c'est-à-dire qu'on a cherché à guérir l'incertitude et on a trouvé la complexité.

Mais personne ne s'est demandé les effets sur le dynamisme de l'économie. Les opérateurs de trading peuvent aimer la volatilité, base de leur métier et de leur savoir-faire, mais qu'en est-il de tous les autres acteurs de l'économie réelle? Quel est le meilleur équilibre entre coût moyen et dispersion: vaut-il mieux ou non avoir un prix moyen un peu plus élevé mais un prix instantané plus stable?

Quelle serait aussi la voie collective la plus efficace pour diminuer la volatilité si cela apparaissait souhaitable?

III. — LE MARCHÉ DOMESTIQUE

Il a été décidé que l'ouverture des marchés devrait se faire jusqu'au marché domestique mais personne n'a répondu à deux questions:

- la première, économique, est de savoir si les coûts de transaction trouveront leur contrepartie dans la baisse des prix alors que l'essentiel du coût échappe à la concurrence;
- la deuxième est socio-politique: est-on sûr que le citoyen souhaite vraiment cette liberté de choix? Pour un produit vital mais peu coûteux, avoir une référence sûre ne paraît-il pas plus satisfaisant (des repères fixes et une boussole stable sont utiles en navigation)?

De toutes façons le bilan des premières réalisations reste à faire.

IV. — INCERTITUDE ET INVESTISSEMENT

L'incertitude conduit logiquement à privilégier les investissements à retour rapide; c'est une des raisons entre autres du succès des centrales à gaz.

Les objectifs collectifs, l'équilibre économique et environnemental peuvent rendre collectivement souhaitables des opérations lourdes, rentables seulement sur le long terme.

Là aussi la responsabilité remonte à l'État qui maîtrise les moyens incitatifs (fiscalité par exemple) et les moyens coercitifs (réglementation).

Peut-on rationaliser cette notion de souhaitable?

Quels outils faut-il utiliser pour que les agents économiques aillent dans le sens voulu?

En cas d'appel d'offres pour provoquer un investissement souhaitable, quelles sont les meilleures règles du jeu?

Comment ce problème est-il résolu ou pas dans d'autres secteurs?

V. — L'ÉLECTRICITÉ POUR TOUS

Il ne faut pas oublier que pour qu'un marché existe il faut que le produit soit effecti-

vement sur le marché, ce qui n'est pas le cas pour 2 milliards de personnes.

Dans les pays occidentaux, l'économie de marché ne s'est pas construite en un jour, son organisation a suivi le développement de l'économie et des infrastructures, et non l'inverse.

Dans certains pays en développement on a voulu commencer par calquer la nouvelle organisation que les pays développés cherchent seulement à mettre en place en pensant que cela ferait apparaître infrastructures et produits; la réalité n'a pas suivi.

Certains pays se retrouvent avec un régulateur, un ministère, une ou plusieurs entreprises mais pas d'électricité.

Des réflexions sur les cheminements possibles et efficaces seraient les bienvenues.

CONCLUSION

Après une période de croyance dans « le marché résout tout » « les discours évoluent et l'accent est mis sur « le pragmatisme sans *a priori* dogmatique ».

Dans ce mouvement, les équipes de recherche économique peuvent apporter beaucoup pour clarifier les problèmes et les rationaliser de façon à donner aux responsables publics les idées de base pour adapter les politiques aux réalités ■